



Paris, le 6 février 2012

RESF  
c/o EDMF  
8, impasse Crozatier  
75012 Paris

**Objet : Réponse d'Eva Joly à l'adresse de RESF aux candidats à la présidentielle 2012**

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez, je soutiens avec enthousiasme l'action du Réseau Education Sans Frontières. Le combat que RESF est essentiel à la construction d'une France fidèle à ses valeurs, ouverte, tolérante et solidaire.

Vos propositions concernant le droit d'asile et la situation des immigrés entrent en écho avec mes propositions et celles d'Europe Ecologie - Les Verts.

Mettre fin à l'arbitraire, dans le contrôle d'identité comme dans l'attribution des titres de séjour, est une priorité pour rétablir l'égalité des droits de tous et faire comprendre, comme vous le dites si bien, que « derrière chaque numéro de dossier, il y a une histoire de femmes et d'hommes qui souhaitent seulement un avenir meilleur ». Toute politique du chiffre devra d'abord être abrogée : en jouant sur les peurs, la politique du gouvernement actuel construit la figure de l'immigré comme problème. La fierté de Claude Guéant ces dernières semaines, annonçant des nombres encore jamais atteints de reconduites à la frontière et de refus de titres de séjour, montre à quel point le respect des droits humains est sacrifié sur l'autel de l'électoratisme. Je vous l'ai dit lors de votre Assemblée générale d'Amiens, je vous le répète aujourd'hui : pour moi, ce sont bien des hommes, des femmes et des enfants qui se cachent derrière ces chiffres.

J'appelle de mes vœux la dissolution du Ministère de l'immigration actuel. Le dossier des migrations, de la protection et de l'insertion des migrants et demandeurs d'asiles ne doit plus être confondu avec la politique de sécurité intérieure, ou pire avec « l'identité nationale ».

L'asile est aujourd'hui un droit bafoué en France et en Europe : augmenter le budget qui lui est alloué, permettant à la fois un meilleur accueil en préfecture et un meilleur accompagnement des réfugiés afin d'assurer leur insertion, ne constitue qu'un premier pas. Au-delà, il faudra bien sûr réformer la liste des pays dits sûrs et influer sur l'Union Européenne pour qu'elle cesse de renvoyer chez eux des migrants dont la vie est mise en danger. Je pense notamment aux Roms du Kosovo, ou encore aux personnes persécutées pour leur orientation sexuelle... Quant aux migrants, il faudra revoir en profondeur toutes les réglementations mises en place ces dernières années, élaborées sans concertation ni avec les acteurs sociaux et associatifs, ni avec les services administratifs chargés de l'immigration. Je m'engage à rééquilibrer les migrations de travail et de rassemblement familial, à communiquer sur les bienfaits réels de l'immigration, aussi bien en termes économiques qu'en termes socio-culturels et à ouvrir au plus grand nombre la possibilité d'accès aux droits fondamentaux : santé, emploi, éducation.

Une fois encore, je vous remercie pour votre engagement citoyen. Lorsque l'on s'en prend aux droits des plus fragiles, c'est l'intégrité de notre démocratie qui est progressivement mise en danger. C'est à nous tous, ensemble, de la défendre.

Sincères salutations écologiques,

Eva Joly  
Candidate Europe Ecologie - Les Verts aux élections présidentielles